



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ Mâcon

ZI - RN6

Pré d'enfer

71260 Senozan

Références : FV/NM/2026/M_87
Code AIOT : 0005401413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ZINQ Mâcon implanté ZI - RN6 Rue du Pré d'Enfer 71260 Senozan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de reconduire en 2026, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération ciblée sur une période courte allant du 1^{er} mars au 30 avril.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et

notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ Mâcon
- ZI - RN6 Rue du Pré d'Enfer 71260 Senozan
- Code AIOT : 0005401413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ Mâcon (ex Galva-Saône) est spécialisée dans la galvanisation à chaud par immersion de grandes pièces. L'installation se compose :

- d'une cuve de dézingage de 31,5 m³ ;
- de deux cuves de dégraissage de 31,5 m³ ;
- de huit cuves de décapage de 31,5 m³ ;
- d'une cuve de rinçage de 31,5 m³ ;
- d'une cuve de fluxage de 31,5 m³ ;
- d'une étuve destinée à sécher les pièces après fluxage ;
- d'un bain de zinc fondu de 36 m³ maintenu à une température de 450°C.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
5	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte la majeure partie des dispositions contrôlées. Des demandes d'actions correctives ou justificatifs complémentaires sont néanmoins demandés pour certains points (mise en place de la douche de sécurité, incompatibilité, disponibilité des FDS à jour sur site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 - Etat des matières stockées. [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a présenté un état des stocks datant du 27 février 2026. Il indique établir l'état des stocks chaque fin de mois. L'état des stocks comprend notamment le nom du produit, son fournisseur et la quantité stockée.</p> <p>Peu de produits dangereux sont stockés sur site (environ 3m³).</p> <p>L'Inspection a constaté sur site le stockage d'un GRV de Lerabilt PF20 utilisé pour le dégraissage et de 2 futs d'environ 200L de Polytenisid 55. Les quantités correspondent à l'état des stocks.</p> <p>D'autre part, l'inspection a constaté que le stockage essentiellement d'acier sur site.</p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks est enregistré sur le réseau du groupe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection les FDS du Lerabilt PF 20 utilisé pour le dégraissage et du Polytenisid 55 utilisé pour le fluxage.</p> <p>L'exploitant a indiqué tenir à disposition les FDS aux personnes en charge de sa manipulation (responsable du site, de la maintenance, de la production et QSE) via le système qualité qui se trouve sur le réseau du groupe; le reste du personnel du site n'ayant pas accès à un poste informatique peut consulter les FDS en en faisant la demande auprès du responsable du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p>

1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les FDS présentées (Lerabilt PF 20 et Polytenid 55) comportent bien l'ensemble des rubriques demandées et sont datées (respectivement du 11 mai 2023 et du 24 juillet 2023). La version d'une des FDS présentée en premier lieu par le responsable de site datant de 2012 n'est pas la dernière version disponible présentée ensuite par la responsable QSE et datant de 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 : L'inspection demande à l'exploitant de bien s'assurer de l'utilisation de la dernière version des FDS sur le site sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Actions régionales, Etiquette
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement CLP n° 1272/2008 :</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: [...] d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; [...]</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres</p>

concerné(s) en disposent autrement.
Constats : Les étiquettes des contenants présentés par l'exploitant comportent bien les indications suivantes : - Noms du produit (Lerabilt PF 20, Polytenid 55); - pictogrammes de danger; - mentions d'avertissement; - mentions de danger; - conseils de prudence. Les informations correspondent aux FDS consultées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 5.1 mesures de lutte contre l'incendie.
Constats : La FDS du Lerabilt PF 20 demande d'utiliser les mesures contre les incendies de l'environnement. Celle du Polytenid 55 demande également d'adapter les mesures de protection dans la lutte contre l'incendie à l'environnement. Elle signale d'autre part que le produit n'est pas combustible. L'inspection a constaté la présence d'extincteur à poudre ABC à proximité des produits stockés. Elle considère que ces moyens sont cohérents avec les matériaux pouvant brûlés à proximité (p.ex. rétention en plastique, chariot roulant au fioul).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités

Constats :

La FDS du Lerabilt PF 20 demande notamment d'éviter tout contact avec les yeux et avec la peau et stocker les bidons bien fermés au frais et au sec.

L'exploitant a indiqué que la manipulation du produit se fait avec masque intégrale, combinaison et gants.

Une pompe doseuse est aussi utilisé pour ajouter le produit dans le bain.

L'exploitant indique par ailleurs que la rédaction de fiches de postes portant notamment sur le port des équipements de protection individuelle est en cours.

L'inspection a constaté par ailleurs que le produit est stocké dans l'atelier en GRV fermé.

La FDS du Polytensid 55 demande notamment de prévoir des douches de sécurité et des fontaines oculaires dans les ateliers où le mélange est manipulé de façon constante.

L'inspection a constaté la présence d'une fontaine oculaire dans l'atelier.

L'exploitant indique que la douche de sécurité située à l'extérieur est hors service du fait du gel. Il indique qu'une nouvelle douche est commandée et que des douches sont présentes dans les vestiaires à proximité de l'atelier.

La FDS indique par ailleurs que le lieu de travail doit être ventilé. L'inspection a constaté que l'atelier fonctionne portes ouvertes.

Concernant le stockage, l'inspection a constaté la présence des futs de Polytensid 55 dans le chapiteau du site. La FDS recommande de protéger le produit contre le gel. L'exploitant indique ne pas avoir rencontré de problème de gel dans le chapiteau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 : l'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en place de la nouvelle douche de sécurité sous 3 mois. Dans la mesure où la douche se trouve à l'extérieur de l'atelier, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser les opérations de manipulation du Polytensid 55 sous la surveillance d'un employé afin qu'il serve de guide en cas d'accident. Les fiches de postes concernées seront transmises à l'Inspection sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

<p>Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique s'assurer de l'absence d'incompatibilité des produits à l'aide des FDS des produits.</p> <p>La FDS du Polytensid 55 indique des réactions avec les oxydants forts.</p> <p>L'inspection a constaté que le produit est stocké sur une rétention dédiée.</p> <p>La FDS du Lerabilt PF 20 indique une incompatibilité avec les lessives alcalines, les métaux communs et les agents d'oxydation.</p> <p>L'inspection a constaté que le produit est stocké sur une rétention en plastique. La rétention est commune à une GRV d'eau de rinçage des cartouches d'épuration du bain de fluxage.</p> <p>L'exploitant indique que ce bain contient notamment de l'acide chloryhydrique et du fer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 3 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de l'absence d'incompatibilité entre le Lerabilt PF 20 et les eaux de rinçage des cartouches d'épuration de fluxage sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>